

## **Appel pour une formation des enseignants**

### **de haut niveau dans des IUFM rénovés**

**23 juin 2008**

Le recrutement et la formation des professeurs et cadres éducatifs sont des questions qui engagent l'avenir de notre Ecole et de la société toute entière. Elles ne peuvent être traitées à coups d'annonces dans la presse, sans concertation avec tous les acteurs du système éducatif. Elles ne peuvent être régies par une logique politicienne ou comptable. Elles ne peuvent être traitées comme des questions purement techniques.

Enseigner est une profession à haute responsabilité qui doit bénéficier d'une reconnaissance sociale et salariale à la hauteur des enjeux éducatifs de la modernité. C'est un métier complexe qui nécessite la mise en œuvre de compétences de haut-niveau dans différents domaines (scientifique, didactique, pédagogique, éducatif, institutionnel, éthique...). C'est un travail d'expert que chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître comme de plus en plus exigeant. Ainsi la formation des enseignants doit prendre en compte l'ensemble des apports possibles tout en étant irriguée par la recherche.

Le compagnonnage auprès d'enseignants expérimentés peut constituer un de ces apports mais ne peut, en aucun cas, se suffire à lui-même. La formation exige, au contraire, un véritable travail en alternance, permettant d'articuler modèles théoriques et prises de décisions pratiques. Cette alternance doit être organisée, tout au long du cursus universitaire, en lien avec des équipes d'établissements et des équipes de formateurs (enseignants chercheurs, enseignants, maîtres formateurs...). Faute d'une organisation rigoureuse de cette alternance et sans une institution dédiée à la formation et clairement identifiée comme telle, cette dernière deviendra très vite un processus aléatoire générateur de différences et d'inégalités dont les élèves feront inévitablement les frais.

Enfin, l'Ecole doit être en phase avec la société. Pour cela l'ensemble des couches sociales doivent avoir accès aux recrutements des enseignants que seuls des aides et des pré-recrutements peuvent garantir. La formation doit donc être considérée comme un investissement et non un coût !

Le processus de « mastérisation » annoncé doit se traduire par une élévation du niveau de qualification et non l'inverse ! Il ne doit pas être un prétexte pour dégrader les contenus de formation et les conditions d'étude, supprimer les concours de recrutement ou balayer d'un revers de main les expériences accumulées depuis 15 ans dans les IUFM. Il ne peut être question, non plus, de recréer, à cette occasion, des clivages obsolètes et dangereux pour l'avenir de notre école, entre premier et second degrés, entre professeurs des lycées et collèges et professeurs des lycées professionnels, entre enseignants et conseillers principaux d'éducation, etc.

Les IUFM, récemment intégrés aux universités, doivent avoir les moyens d'élaborer des masters, préparer aux concours de recrutement et d'améliorer la formation en relation étroite avec les autres composantes des universités (intégratrices ou non) ainsi qu'avec les partenaires de l'Education Nationale (maîtres formateurs, établissements, inspecteurs...). Supprimer cette structure, la diluer dans l'ensemble de l'Université ou l'étrangler faute de moyens fléchés serait une remise en cause de la spécificité et de l'efficacité de la formation des enseignants. Pour autant, il n'est pas question d'en rester au statu quo : la formation des enseignants doit encore être améliorée, tant sur le plan académique que sur le plan professionnel, tant dans le domaine de l'articulation avec la recherche que dans celui de l'implication des enseignants, des étudiants et des stagiaires dans leur parcours de formation.

Les signataires s'opposent à toute réforme qui aboutirait au démantèlement de la formation et des statuts des enseignants et des IUFM. Ils demandent une réelle concertation avec des Etats généraux de la formation. **Initiateurs de l'appel :**

Yves JEAN (Professeur, Université de Poitiers), Michelle LAUTON (Maître de Conférences Paris XI), Philippe MEIRIEU (Professeur, Université Lumière-Lyon 2), François POIRIER (Professeur, Université Paris 13), Claire PONTAIS (Enseignante, Université de Caen (IUFM de Basse Normandie), Maeliss ROUSSEAU (PE2 à l'IUFM de Lyon)

**Parmi les premiers signataires :** Christiane ALLAIN (Secrétaire générale de la FCPE), Marguerite ALTET (Professeure, Université de Nantes), Chantal AMADE-ESCOT (Professeure, université de Toulouse), Gérard ASCHIERI (Secrétaire général de la FSU), Jean-Louis AUDUC, directeur des études de l'IUFM de Créteil, Lucile BARBERIS (Conseillère pédagogique, Présidente nationale de l'Agim), Anne BARRÈRE (université de Lille 3), Christian BAUDELLOT (Sociologue, professeur émérite à l'ENS), Alain BEITONE (Formateur à l'IUFM d'Aix-Marseille) ; Jacques BERNARDIN (Président du GFEN), Gabriel BERGOUNIOUX (Professeur, université d'Orléans), Isabelle BLOCH (Professeur université Bordeaux IV), Stéphane BONNERY (Mcf Sciences de l'éducation, université Paris 8), Alain BONY (Professeur honoraire de l'inshea), Vincent BOURDIN (Ingénieur de recherche CNRS/Orsay), Joëlle BURNOUF (Professeur des universités), Thierry CADART (Secrétaire général du SGEN-CFDT), Régis CARIN (Vice-président de l'université de Caen Basse-Normandie), Didier CHAMMA (Maître de Conférences à l'Université de Perpignan), Yves CHEVALLARD (Professeur à l'université de Provence), Gabriel COHN BENDIT (Retraité de l'éducation nationale, fondateur du lycée expérimental de St Nazaire), Bernard CORNU (ancien président de la CDIUFM), Didier DELIGNIÈRES (Professeur Ufrstaps Montpellier 1), Pierre DUHARCOURT (Professeur des universités), Roger ESTABLET (Sociologue, professeur émérite à l'université d'Aix en Provence), Jean FABBRI (Secrétaire général du SNESUP, université de Tours), Michel FABRE (Professeur, Université de Nantes), Jacques FIJALKOW (Professeur de psychologie université de Toulouse), Pierre FRACKOWIAK (Inspecteur de l'éducation nationale), Michèle GABERT (Prag, docteur, iufm de Grenoble/UJF), Jean GALLOT (Physicien, Ancien Recteur d'Académie), Daniel GAONAC'H (professeur, Université de Poitiers), Bertrand GEAY (Sociologue de l'éducation, université de Picardie), Bruno GELAS (Professeur, université Louis Lumière), Jean-Emile GOMBERT (Professeur, université Rennes 2), Gisèle JEAN (Prag ses, IUFM, université de Poitiers), Philippe JOUTARD (ancien Recteur), Jean-Pierre KAHANE (Professeur émérite, université Paris-sud), Annick KIEFFER (ingénieur de recherche CNRS), Yves LANGEVIN (Directeur de recherche CNRS), Florian LECOULTRE (Président UNL), Thierry LECRAS (élu UNEF au CNESER), Claude LELIÈVRE (Historien de l'éducation), Martine MARTINEL (Députée et conseillère générale Haute-Garonne), Philippe MEIRIEU (Professeur, université Lumière-Lyon 2), Claude MESLIAND (recteur honoraire), Hubert MONTAGNER (Professeur des universités en retraite, ancien directeur de recherche à l'Inserm), Jacques PAIN (Professeur, université Paris 10), Claude PAIR (ancien Recteur), Philippe PERRENOUD (Professeur, université de Genève), Nicolas POUYANNE (Mcf math, université de St Quentin), Jean-Baptiste PREVOST (Président de l'UNEF), Patrick RAYOU (Professeur, Université Paris 8), Robin RENUCCI (Auteur et réalisateur), Philippe ROUSSEAU (Professeur, Université Lille 3), Agnès THABUY, formatrice CAPA-SH (IUFM de Versailles, université Cergy-Pontoise), Yves TESTU (Directeur Centre de formation des musiciens instrumentistes, université Paris 11), Philippe WATRELOT (Professeur Ses iufm Paris, Président CRAP), Jean-Michel ZAKHARTCHOUK (rédacteur aux cahiers pédagogiques)

